CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 67.884/4
du 28 septembre 2020

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 67.884/4
van 28 september 2020

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

Le 23 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 8 septembre 2020 et prorogé jusqu'au 30 septembre 2020 [**], sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 28 septembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 septembre 2020.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

[**] Par courriel du 4 août 2020.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

Op 23 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 8 september 2020 en verlengd tot 30 september 2020 [**], een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 28 september 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 september 2020.

*

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

[**] Bij e-mail van 4 augustus 2020.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le projet n'a pas été soumis à la négociation syndicale. Le délégué du Ministre a confirmé cette absence de négociation syndicale, la justifiant de la manière suivante :

> « Le projet d'arrêté n'a pas été soumis à négociation au Secteur XV au motif qu'il ne relève pas de réglementations visées à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ».

L'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 'organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' dispose :

> « Sauf dans les cas d'urgence déterminés par le Roi et dans les autres cas qu'Il détermine, les autorités administratives compétentes ne peuvent, sans une négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein des comités créés à cet effet, prendre :
>
> 1° les réglementations de base ayant trait :
>
> a) au statut administratif, y compris le régime de congé ;
>
> b) au statut pécuniaire ;
>
> c) au régime de pensions ;
>
> d) aux relations avec les organisations syndicales ;
>
> e) à l'organisation des services sociaux.
>
> Le Roi détermine les réglementations de base en indiquant soit les matières qui en font l'objet, soit les dispositions qui les constituent. Les arrêtés pris à cet effet sont précédés de la négociation prescrite par le présent article ».

L'article 3, 7°, de l'arrêté royal du 29 aout 1985 'déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' prévoit :

> « Sont considérées comme réglementations de base ayant trait au statut administratif, les règles fixant :
>
> […]
>
> 7° le régime de signalement, d'appréciation ou tout autre rapport équivalent ».

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

Des dispositions du projet comme celles de l'article 5, alinéa 1er, relatif à l'invitation des mandataires à un entretien et à la transmission du rapport d'activités [1], de l'article 9, relatif à la convocation à l'entretien d'évaluation, de l'article 10, alinéa 1er, relatif à l'envoi du rapport d'activités ou de l'article 12, § 2, alinéa 6, relatif à la communication du rapport d'évaluation à l'intéressé, concernent bien les droits et obligations des mandataires concernés lors de la procédure d'évaluation, de sorte que l'ensemble du texte doit être soumis à la formalité [2].

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité et il en sera fait mention au préambule de l'arrêté en projet.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1er, il convient de viser, au titre de fondement juridique du projet, l'article 40, § 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

2. Un arrêté du Gouvernement ne peut constituer le fondement juridique d'un autre arrêté réglementaire du Gouvernement.

Les alinéas 2 à 4 seront omis [3].

Si l'auteur du projet entend mentionner l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : le « statut SPRB »), l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' (ci-après : le « statut OIP ») et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 aout 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente (SIAMU)' (ci-après : le « statut SIAMU »), il y a lieu de le faire dans des considérants.

[1] Voir toutefois ci-après, les observations relatives à l'article 5 du projet pour ce qui concerne le rapport d'activités.

[2] Voir en ce sens l'avis n° 43.705/4 donné le 6 novembre 2007 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 mai 2008 'fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/43705.pdf.

[3] Il est vrai cependant que les articles 463, alinéa 7, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : le « statut SPRB »), 456, alinéa 7, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' (ci-après : le « statut OIP ») et 404, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 aout 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente (SIAMU)' (ci-après : le « statut SIAMU »), habilitent le Gouvernement à établir le règlement d'ordre intérieur des commissions d'évaluation. Pour autant, ces dispositions ne peuvent pas être considérées comme constituant le fondement juridique du projet d'arrêté à l'examen.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

3. Le préambule sera complété par le visa des fondements juridiques des dispositions du projet qui concernent les mandataires des organismes d'intérêt public et du Service d'incendie et d'aide médicale urgente.

4. Le préambule sera également complété par le visa de l'arrêté abrogé par l'article 14 du projet.

5. L'alinéa relatif au test d'égalité des chances sera placé avant celui relatif à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

DISPOSITIF [4]

Article 2

1. À l'alinéa 1er, en projet, il est question de « jours calendriers ».

Cette dernière notion ne recevant aucune qualification juridique précise, il y a lieu d'omettre le mot « calendriers » [5].

2. L'alinéa 2 du même article recourt à la notion de « jours ouvrables ».

Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, cette expression exclut le dimanche et les jours fériés légaux, mais que, par contre, le samedi est un jour ouvrable [6].

Si l'intention de l'auteur du projet était, pour l'application du texte, de ne pas considérer le samedi comme un jour ouvrable, il conviendrait de compléter le dispositif en indiquant que la notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Article 4

À l'alinéa 2, le mot « mandats » placé après le mot « secrétariat » sera chaque fois omis.

Cette observation vaut pour la suite du projet.

[4] Le dispositif débutera, dans sa version française, par la mention « Arrête ».

[5] Voir en ce sens l'avis n° 67.797/4-2/V donné le 28 aout 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles » ; l'avis n° 62.722/4 donné le 12 février 2018 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62722.pdf.

[6] Voir par exemple : C.E.(8e ch.), 20 mai 2010, n° 204.165, Piret et C.E.(8e ch.), 11 février 2014, n° 226.375, Libert.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

Article 5

1. L'alinéa 1er s'écarte du prescrit du statut SPRB, du statut OIP et du statut SIAMU en ce qu'il oblige le mandataire évalué à envoyer son rapport d'activités dans un délai de 30 jours après la réception de la convocation à l'entretien d'évaluation. En effet, il résulte de la lecture combinée des articles 465 et 468 du statut SPRB, des articles 458 et 461 du statut OIP et des articles 406 et 410 du statut SIAMU que dans un premier temps, le mandataire concerné rédige et envoie son rapport d'activités et que, dans un deuxième temps, il est convoqué pour un entretien d'évaluation.

Interrogé sur l'articulation entre le rapport d'activités et le prescrit des statuts précités, selon lesquels l'envoi de ce rapport d'activités précède la convocation à l'entretien d'évaluation, le délégué du Ministre a indiqué :

> « Nous constatons, en effet, un problème d'articulation entre la disposition en projet avec les prescriptions des statuts visés à l'article 1er du projet. Aussi, il sera retiré de l'alinéa 2 de l'article 9 en projet (et de l'article 5) la mention du rapport d'activités ».

Il n'y a pas lieu de suivre la suggestion de ne plus mentionner le rapport d'activités à l'alinéa 1er ; cette disposition sera fondamentalement revue de manière à ce que n'y soit prévue que l'obligation, à charge du secrétariat, d'inviter le mandataire à lui envoyer le rapport d'activités, et ce à l'issue de chaque période d'évaluation. La convocation du mandataire à l'entretien d'évaluation ne sera par ailleurs visée qu'à l'article 9 du projet, du reste inséré dans le chapitre IV « Convocation des mandataires ».

2. La version française de l'alinéa 1er sera revue de manière à ce qu'il y soit prévu que c'est au mandataire concerné et non pas à la commission d'évaluation de transmettre au secrétariat le rapport d'activités.

Article 6

Dans la version française de l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire « cinq jours ».

Article 9

1. À l'alinéa 1er, les mots « par courrier électronique » seront déplacés entre le mot « convoque » et les mots « les mandataires ».

2. Au même alinéa, eu égard à la première observation formulée sous l'article 5, alinéa 1er, du projet, il convient d'indiquer que la convocation est faite « au nom du président » de la commission d'évaluation [7].

[7] Ainsi que le prévoit la version néerlandaise de l'article 5, alinéa 1er, du projet.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

3. À l'alinéa 2, le modèle dont il est question est le modèle de rapport d'activités. De l'accord du délégué, et conformément à sa réponse reproduite dans la première observation relative à l'article 5, les mots « et le modèle arrêté par le ministre compétent » seront omis.

Article 10

À l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire « du rapport d'activités visé à l'article 5, alinéa 1er ».

Article 12

1. Au paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire « est présente ».

2. Au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « au présent arrêté » seront insérés après les mots « en annexe ».

3. Dans la version française du paragraphe 2, alinéa 5, il y a lieu d'écrire « électroniquement ».

4. Au paragraphe 2, alinéa 6, il sera prévu que pour ce qui concerne les mandataires opérationnels qui relèvent du statut SIAMU, le rapport d'évaluation doit être communiqué au Ministre qui a la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente dans ses attributions.

Articles 13 et 14

Les articles 13 et 14 seront intervertis.

ANNEXE

L'annexe à l'arrêté examiné portera la mention « Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du xxx fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale » et sera signée par l'auteur du projet [8].

L'intitulé de l'annexe sera du reste également précisé dans la version française.

*

[8] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Over het ontwerp is geen overleg gepleegd met de vakbonden . De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat dat overleg met de vakbonden niet heeft plaatsgevonden en heeft dat als volgt gerechtvaardigd:

> "Le projet d'arrêté n'a pas été soumis à négociation au Secteur XV au motif qu'il ne relève pas de réglementations visées à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités."

Artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 'tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel' luidt als volgt:

> "Behoudens in de door de Koning bepaalde spoedgevallen en in de andere door Hem bepaalde gevallen, kunnen de bevoegde administratieve overheden niet dan na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties in de daartoe opgerichte comités vaststellen:
>
> 1° grondregelingen ter zake van:
>
> a) het administratief statuut, met inbegrip van de vakantie- en verlofregeling;
>
> b) de bezoldigingsregeling;
>
> c) de pensioenregeling;
>
> d) de betrekkingen met de vakorganisaties;
>
> e) de organisatie van de sociale diensten.
>
> De Koning wijst de grondregelingen aan, met opgaaf, hetzij van de daarin behandelde stof, hetzij van de daarin opgenomen bepalingen. Aan de daartoe vast te stellen besluiten gaan de in dit artikel voorgeschreven onderhandelingen vooraf."

Artikel 3, 7°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 'tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel' luidt als volgt:

> "Als grondregelingen in verband met het administratief statuut worden beschouwd, de regels tot vaststelling van:
>
> (…)
>
> 7° de regeling inzake beoordeling, waardebepaling of enig ander gelijkwaardig rapport."

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

Bepalingen van het ontwerp, zoals die van artikel 5, eerste lid, betreffende het uitnodigen van de mandaathouders voor een gesprek en het doorsturen van het activiteitenverslag,[1] van artikel 9, betreffende de oproeping voor het evaluatiegesprek, van artikel 10, eerste lid, betreffende het versturen van het activiteitenverslag, of van artikel 12, § 2, zesde lid, betreffende het overzenden van het evaluatieverslag aan de betrokkene, hebben wel degelijk betrekking op de rechten en plichten van de betrokken mandaathouders tijdens de evaluatieprocedure, zodat het voormeld vormvereiste voor de hele tekst vervuld moet worden.[2]

De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt, waarna in de aanhef van het ontworpen besluit vermeld moet worden dat dit vormvereiste vervuld is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid dient artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' vermeld te worden als rechtsgrond van dit ontwerp.

2. Een besluit van de regering kan niet als rechtsgrond dienen voor een ander verordeningsbesluit van de regering.

Het tweede tot het vierde lid van de aanhef moeten worden weggelaten.[3]

Indien de steller van het ontwerp melding wenst te maken van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel' (hierna: het "statuut GOB"), van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (hierna: het "statuut ION") en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het

[1] Zie evenwel, *infra*, de opmerkingen betreffende artikel 5 van dit ontwerp, wat het activiteitenverslag betreft.

[2] Zie in die zin advies 43.705/4, dat op 6 november 2007 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 mei 2008 'tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie van het ministerie en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/43705.pdf.

[3] Weliswaar wordt de regering gemachtigd tot het opstellen van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissies bij artikel 463, zevende lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel' (hierna: het "statuut GOB"), bij artikel 456, zevende lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (hierna: het "statuut ION") en bij artikel 404, vijfde lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH)' (hierna: het "statuut DBDMH"). Een en ander betekent evenwel niet dat die bepalingen geacht kunnen worden de rechtsgrond te vormen van voorliggend ontwerpbesluit.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH)' (hierna: het "statuut DBDMH") dient hij daartoe gebruik te maken van overwegingen.

3. De aanhef moet aangevuld worden met een verwijzing naar de respectieve rechtsgronden van de bepalingen van dit ontwerp die betrekking hebben op de mandaathouders van de instellingen van openbaar nut en van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.

4. De aanhef moet ook aangevuld worden met een verwijzing naar het besluit dat bij artikel 14 van dit ontwerp opgeheven wordt.

5. Het lid betreffende de gelijkekansentest moet voorafgaan aan het lid betreffende het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

DISPOSITIEF [4]

Artikel 2

1. In het ontworpen eerste lid, is er sprake van "kalenderdagen".

Aangezien dat begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk omschreven wordt, schrijve men "dagen".[5]

2. In het tweede lid van datzelfde artikel wordt het begrip "werkdagen" gehanteerd.

Volgens een vaste rechtspraak dekt de uitdrukking "werkdagen", behoudens andersluidende bepaling, niet de zondagen en de wettelijke feestagen, maar zijn zaterdagen daarentegen wel werkdagen.[6]

Als het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om voor de toepassing van de tekst de zaterdagen niet als werkdagen te beschouwen, zou het dispositief aangevuld moeten worden met de vermelding dat met het begrip "werkdagen" alle dagen worden bedoeld die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn.

---

[4] De Franse tekst van het dispositief moet beginnen met het woord "Arrête" in plaats van met het woord "Arrêté".

[5] Zie in die zin advies 67.797/4-2/V, dat op 28 augustus 2020 gegeven is over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel' en advies 62.722/4, gegeven op 12 februari 2018 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62722.pdf.

[6] Zie bijvoorbeeld RvS (8e kamer) 20 mei 2010, nr. 204.165, Piret, en RvS (8e kamer) 11 februari 2014, nr. 226.375, Libert.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

Artikel 4

In het tweede lid moet het woord "mandaten" na het woord "secretariaat" telkens weggelaten worden.

Deze opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het ontwerp.

Artikel 5

1. In het eerste lid wordt afgeweken van hetgeen voorgeschreven wordt in het statuut GOB, het statuut ION en het statuut DBDMH doordat de mandaathouder die geëvalueerd wordt ertoe verplicht wordt zijn activiteitenverslag door te sturen binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van de oproeping voor het evaluatiegesprek. Uit het in onderlinge samenhang lezen van de artikelen 465 en 468 van het statuut GOB, van de artikelen 458 en 461 van het statuut ION en van de artikelen 406 en 410 van het statuut DBDMH blijkt immers dat de betrokken mandaathouder in een eerste fase zijn activiteitenverslag opmaakt en overzendt en dat hij in een tweede fase opgeroepen wordt voor een evaluatiegesprek.

Naar aanleiding van een vraag betreffende het activiteitenverslag en hetgeen voorgeschreven wordt in de voormelde statuten, namelijk dat het activiteitenverslag verzonden dient te worden vóór de oproeping voor het evaluatiegesprek, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Nous constatons, en effet, un problème d'articulation entre la disposition en projet avec les prescriptions des statuts visés à l'article 1er du projet. Aussi, il sera retiré de l'alinéa 2 de l'article 9 en projet (et de l'article 5) la mention du rapport d'activités."

Er is geen reden om in te gaan op de suggestie om in het eerste lid geen melding meer te maken van het activiteitenverslag; dat eerste lid moet grondig herzien worden teneinde daarin alleen te voorzien in de verplichting, ten laste van het secretariaat, om de mandaathouder te verzoeken het activiteitenverslag door te sturen na afloop van elke evaluatieperiode. De oproeping van de mandaathouder voor het evaluatiegesprek mag voorts pas ter sprake komen in artikel 9 van het ontwerp, dat overigens ondergebracht is in hoofdstuk IV "Oproeping van de mandaathouders".

2. De Franse tekst van het eerste lid moet aldus herzien worden dat daarin bepaald wordt dat het aan de betrokken mandaathouder en niet aan de evaluatiecommissie is om het activiteitenverslag aan het secretariaat te bezorgen.

Artikel 6

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men niet "cinque jours" maar "cinq jours".

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

Artikel 9

1. De eerste twee zinnen van het eerst lid dienen vervangen te worden als volgt: "Minstens dertig dagen voor het evaluatiegesprek roept het secretariaat, in naam van de voorzitter, de mandaathouder via mail op voor dat gesprek."

2. In het licht van de eerste opmerking die bij artikel 5, eerste lid, van dit ontwerp gemaakt is, dient in de Franse tekst van datzelfde eerste lid van artikel 9 vermeld te worden dat de mandaathouder opgeroepen wordt in naam van de voorzitter van de evaluatiecommissie.[7]

3. Het model waarvan sprake is in het tweede lid, is het model van activiteitenverslag. De gemachtigde is het ermee eens dat de woorden "en het door de bevoegde minister vastgelegde model" weggelaten moeten worden overeenkomstig zijn antwoord dat in de eerste opmerking betreffende artikel 5 weergegeven is.

Artikel 10

In het eerste lid dient geschreven te worden "het activiteitenverslag, bedoeld in artikel 5, eerste lid,".

Artikel 12

1. In paragraaf 1 schrijve men "aanwezig is".

2. In paragraaf 2, vierde lid, moeten de woorden "in bijlage" vervangen worden door de woorden "die als bijlage bij dit besluit gaat".

3. In de Franse tekst van paragraaf 2, vijfde lid, schrijve men "électroniquement".

4. In paragraaf 2, zesde lid, moet bepaald worden dat voor de operationele mandaathouders die onder het statuut DBDMH vallen, het evaluatieverslag bezorgd dient te worden aan de minister bevoegd voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp.

Artikelen 13 en 14

De artikelen 13 en 14 moeten onderling van plaats verwisseld worden.

[7] Zoals bepaald wordt in de Nederlandse tekst van artikel 5, eerste lid, van het ontwerp.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡

BIJLAGE

De bijlage bij voorliggend besluit moet de volgende vermelding bevatten: "Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van xxx tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie voor de mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" en ze moet ondertekend worden door de steller van dit ontwerp.[8]

Bovendien moet de Franse tekst van de bijlage nog van een opschrift voorzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Martine BAGUET

[8] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten,* www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 172.

‡LW-DAJUPFIBC-GHIIEUQ‡